

La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France de Pierre Rosanvallon, Paris, Gallimard, 2000, 440 p.

Joseph-Yvon Thériault

Volume 20, numéro 2-3, 2001

Gouvernance et société civile

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040290ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040290ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thériault, J.-Y. (2001). Compte rendu de [*La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France* de Pierre Rosanvallon, Paris, Gallimard, 2000, 440 p.] *Politique et Sociétés*, 20(2-3), 246–249. <https://doi.org/10.7202/040290ar>

La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France
de Pierre Rosanvallon, Paris, Gallimard, 2000, 440 p.

La démocratie n'a pas qu'une histoire, elle est aussi histoire. C'est pourquoi, tout en reconstituant les chemins parfois surprenants de l'histoire de la démocratie, Pierre Rosanvallon dans *La Démocratie inachevée*, reconstitue tout un pan de l'histoire politique de la modernité. Ce livre est la poursuite, et un peu la synthèse, de deux ouvrages antérieurs, l'un portant sur l'histoire du suffrage universel (*Le Sacre du citoyen*, 1992), et l'autre sur l'histoire de la représentation (*Le Peuple introuvable*, 1998). Comme dans les deux ouvrages précédents, l'analyse présentée dans *la Démocratie inachevée* repose sur une impressionnante connaissance tant de l'histoire politique que de celle des idées. Avec la publication de ce troisième ouvrage,

P. Rosanvallon s'impose comme le grand historien de la démocratie française.

La riche histoire de la démocratie reconstituée dans ces trois ouvrages ne doit pas nous faire oublier l'approche novatrice avec laquelle l'auteur se propose de la traiter. La grande vogue qu'a connue l'histoire sociale à partir des années 1960 a largement discrédité, on le sait, l'histoire politique et particulièrement l'histoire des représentations politiques. La démocratie, dans une telle démarche, se devait d'être ramenée à ses déterminants et limitations tels qu'ils sourdent des profondeurs de l'histoire. Peu ou pas de place dans une telle approche pour l'histoire d'une idée comme celle de la démocratie. Non pas que P. Rosanvallon renoue avec une histoire des idées qui serait autonome en regard de la vie sociale ou politique proprement dite. Son ambition est de réaliser « une histoire philosophique du politique », qui arrive à ne plus séparer histoire politique et philosophie politique, qui réconcilie les données matérielles et conceptuelles de façon à comprendre l'histoire de la démocratie comme la poursuite d'une expérience dans l'histoire, une expérience racontée à travers ses vicissitudes et tâtonnements. Devant la sécheresse de la réflexion sur notre propre histoire politique – je pense particulièrement à celle du Québec – on se plaît à souhaiter qu'une telle proposition de travail soit largement reprise.

Revenons à l'objet proprement dit de l'ouvrage. C'est le principe de la souveraineté qui structure l'expérience historique de la démocratie. Dès la Révolution française, ce principe s'affirme toutefois de façon contradictoire, les révolutionnaires oscillant entre le gouvernement représentatif et la démocratie directe. Cette tension en recoupe une autre, entre un pôle individuel ou libéral, qui perçoit la souveraineté populaire comme émancipation de l'individu, et un pôle collectif, qui voit la souveraineté populaire comme émancipation d'un pouvoir social. Une telle tension est à l'œuvre dans toute l'histoire subséquente de la démocratie. Elle fait de la démocratie un processus inachevé, incapable de structurer définitivement les bornes de la souveraineté du peuple, en même temps qu'elle en fait un processus actif, historique, une aventure indéterminée. Cette tension qui structure l'histoire de la démocratie française dans le long terme – et par extension toute l'histoire de la démocratie moderne –, rend compte des rebondissements nombreux et des transformations surprenantes qui la scandent.

La structure de l'ouvrage est d'ailleurs organisée autour de cycles longs et de cycles courts. Un premier long cycle, allant de la Révolution française à l'affirmation de la République « absolue », autour de 1875, décrit une démocratie toujours au bord d'une dérive qui risque de signer son abolition. Un deuxième grand cycle, allant de l'affirmation de cette République à l'affirmation autogestionnaire de la fin des années 1960, retrace l'histoire d'une « démocratie moyenne », quasi heureuse, pourrait-on dire, qui, partant d'une absolutisation, chez les pères fondateurs de la République, de la volonté générale, apprivoise lentement les puissances sociales. Dans les deux cas une même tension semble façonner la démocratie, la tension entre la « mise en volonté » du peuple tantôt conçu dans son unité – la Raison, la Nation, la

République –, tantôt conçu dans sa pluralité concrète – l'individu, les intérêts, les partis.

Mais tout ne se joue pas dans cette tension constitutive de la démocratie moderne. L'histoire des cycles courts montre une démocratie au travail, pleine de rebondissements et d'inventions. En cherchant vainement à trouver la formule qui réconcilierait définitivement les deux univers de la démocratie, celle-ci ne cesse d'inventer de nouvelles définitions et pratiques de la souveraineté populaire. Si la révolution fut le lieu par excellence d'une expérimentation de tous les possibles démocratiques, elle sort comme paralysée de sa recherche d'un point de jonction entre le peuple réel et le peuple représenté. Les « doctrinaires » (Constant, Guizot, Royer-Collard) reprendront sur de nouvelles bases le même questionnement pour déboucher sur une démocratie « capacitaire » – l'électeur devenant un simple « fonctionnaire de la raison » – qui, si elle rend fonctionnelle la démocratie, élimine de son fonctionnement effectif une bonne partie du peuple. La réintégration du peuple dans l'univers démocratique prendra la forme d'une culture de l'insurrection (du blanquisme à la dictature révolutionnaire) qui appelle à son tour une absolutisation du vote, deux chemins de la démocratie qui malgré leur opposition partagent ultimement un même rejet de la politique. Avec le bonapartisme, la démocratie française réaffirme son penchant « illibéral » tout en trouvant, par ailleurs, de nouvelles voies – le plébiscite, l'Homme-peuple – pour exprimer l'unité de la souveraineté du peuple. Ainsi en est-il aussi, après 1870, pendant le long règne de la « démocratie moyenne ». L'absolutisme républicain d'une souveraineté indivisible et construite politiquement doit composer avec le peuple représenté à travers ses puissances sociales. Puissances des partis et des idées qui s'affirment dans la démocratie fondée sur le mandat, puissances du social qui s'affirment par le référendum, la découverte de l'opinion et la démocratie industrielle. Si chaque moment de cette histoire de la démocratie semble réagir, rebondir face aux excès de sa contrepartie, chaque moment est aussi nouvelle avancée, nouvelle formulation, nouvelle découverte d'une facette de la souveraineté du peuple. La démocratie est histoire.

Se pourrait-il toutefois que cette histoire soit terminée ou achevée ? P. Rosanvallon n'y croit certes pas, puisqu'à la fin de son ouvrage il tente de préciser les voies nouvelles que pourrait suivre aujourd'hui une démocratie prise entre les illusions du mondialisme et du souverainisme, puisqu'il croit toujours que la nation est le lieu par excellence des réconciliations temporaires entre le pôle individuel et le pôle collectif de la démocratie. Mais la démocratie actuelle est indiscutablement, pense l'auteur, à la fin d'un cycle long, celui du « déclin de la volonté », volonté politique qui est au cœur du type idéal démocratique depuis la Révolution française et faisait fonctionner la démocratie sur un « mode théologico-politique ». Aujourd'hui, ce qui est notable et participe de ce « déclin de la volonté », c'est « l'accroissement de la capacité d'auto-organisation de la société civile », les sociétés s'affirmant comme des systèmes complexes d'intérêts et de volontés. Devant ce constat, l'hypothèse d'une « démocratie négative », celle des réalistes qui plaident pour une démocratie minimaliste, ne serait pas la seule option. On serait

néanmoins entré dans « un âge ordinaire du politique », ce qui oblige à penser la démocratie non plus comme une « volonté politique », mais comme une « mise en institution » de la pluralité des puissances sociales. Une question persiste toutefois. Débarrassée de son « mode théologico-politique » et de sa référence à la constitution d'une « volonté politique », la démocratie ne perd-elle pas l'un des pôles de sa tension historique, n'est-elle pas condamnée à ne plus avoir d'histoire autre que l'immédiateté des intérêts et des volontés multiples ? Que serait la démocratie sans « volonté politique » ?

Joseph-Yvon Thériault
Université d'Ottawa